

**CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT D'ÉDUCATEURS DE LA  
PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**CONCOURS INTERNE**

**ANNÉE 2002**

**ÉPREUVE N° 1** : Étude de situation s'appuyant sur des documents relatant une situation éducative ou familiale et permettant au candidat d'utiliser son parcours professionnel ou son expérience personnelle.

**( DURÉE : 4 Heures - Coefficient : 4 )**

**Sujet** : Après avoir analysé la situation d'Habib, vous élaborerez un projet éducatif argumenté à l'égard de ce mineur.

**NOMBRE DE DOCUMENTS : 2**

**NOMBRE DE PAGES ( Y COMPRIS CELLE-CI ) : 4**

## HISTOIRE D'HABIB

Habib, de nationalité française est né le 21 septembre 1984. Il a vécu sa petite enfance en France, avec son père et sa mère. Il a fréquenté la crèche puis l'école maternelle. Au moment du divorce de ses parents, en octobre 1989, le conflit et la violence qui en découlent nécessitent qu'Habib soit confié pendant une période de 6 mois au service d'Aide Sociale à l'Enfance.

Début 1990, le père d'Habib, victime d'un accident de la circulation, est diminué physiquement et ne peut plus travailler.

La mère ne se manifeste pas auprès du Foyer où réside Habib. Seule la grand-mère maternelle semble conserver des liens avec l'enfant.

N'ayant pas obtenu le renouvellement de sa carte de séjour, le père, profitant d'un droit d'hébergement, emmène Habib en Algérie.

Le départ d'Habib est expliqué différemment par les deux familles. Pour la famille paternelle, les défaillances maternelles justifieraient une prise en charge par le père ; du côté maternel le départ d'Habib est vécu en tout cas par la grand-mère, sur le mode du rapt. Ce dernier aurait d'ailleurs eu des conséquences sur l'état de santé de sa fille (mère d'Habib).

Le jeune passe donc son enfance et son adolescence en Algérie aux côtés de son père, de sa grand-mère paternelle et de ses oncles sous le même toit. Pendant tout ce temps, c'est la grand-mère paternelle qui s'occupe du quotidien d'Habib. Ce dernier commence à s'absenter de l'école et à commettre divers larcins. Durant cette période, le père d'Habib s'est remarié deux fois. De la dernière union, en 1997, naîtra une petite Yasmina.

De son côté, sa mère, avec qui Habib n'a plus de contact, donne naissance à Farid en 1999.

En avril 2001, suite à différents vols plus importants, le jeune est interpellé par la police. Soucieuse de son avenir, la grand-mère paternelle l'envoie alors en France, chez sa tante Farida (sœur de son père).

Vivent alors sous le même toit son oncle Hanafi (frère de Farida) et son épouse, en attente de logement. Dans la réalité Habib vit tantôt chez sa grand-mère maternelle, tantôt chez sa tante.

C'est dans ce climat de rivalité entre les deux familles qui semble prendre son origine au moment du divorce de ses parents qu'Habib évolue. Son oncle Hanafi entre en conflit avec sa sœur Farida, lui reprochant son laxisme envers Habib. En dépit de sa bonne volonté, Farida n'arrive pas à poser un cadre au mineur.

Malgré un niveau scolaire très faible, Habib n'est inscrit dans aucun dispositif scolaire ni de formation. Il reste livré à lui-même, fréquentant les jeunes du quartier et jouant sur les domiciles respectifs de la grand-mère et de la tante pour ne pas rentrer de la nuit.

Lors d'une visite à la grand-mère, Habib rencontre brièvement sa mère qui lui apparaît diminuée et manifestement sous l'emprise de l'alcool. Cette dernière ne lui communique pas son adresse.

Le 23 novembre au soir, Habib est interpellé dans une voiture volée avec trois autres mineurs. Il est porteur d'une bombe lacrymogène et avoue lors de la garde à vue être l'auteur de l'incendie de 2 autres véhicules.

La garde à vue est prolongée au bout des 24 heures. Il est présenté devant le juge des enfants avec une réquisition de mandat de dépôt du procureur de la République le 25 au matin.

Lors de l'entretien avec l'éducateur du Service Éducatif Auprès du Tribunal, Habib est apparu très angoissé. En attente de solutions, il ne semble pas opposé à l'idée d'un placement.

Après le débat contradictoire, le juge des libertés et de la détention décide de son placement au Centre de Placement Immédiat où vous êtes l'éducateur(trice) chargé(e) de son accueil.

**COUR D'APPEL DE B...**  
**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE B...**

Juge des Libertés et de la Détention

**ORDONNANCE AUX FINS DE PLACEMENT PROVISOIRE**

Nous, Annette D., vice-président, Juge des Libertés et de la Détention au Tribunal de Grande Instance de B..., assistée de Monsieur B., Greffier

Vu les dispositions de l'article 10 de l'ordonnance du 2 février 1945 ;

Vu la procédure concernant : Habib ... né le 21 septembre 1984, mis en examen des faits de vol, dégradation, port d'arme prohibé, incendies volontaires ;

Demeurant : ... .. ;

Est de retour en France depuis avril 2001, que depuis cette date il a vécu dans un climat de conflit familial et n'a pas bénéficié du cadre nécessaire à son âge, que les faits reprochés au mineur rendent nécessaire le prononcé d'une mesure de placement au titre de l'ordonnance du 2 février 1945 ;

Attendu qu'il y a urgence ;

**PAR CES MOTIFS :**

Ordonnons que le mineur ci-dessus désigné soit confié provisoirement au CPI de ...

à compter de ce jour

ORDONNONS l'exécution provisoire de la présente ordonnance.

Fait en notre cabinet, à ... , le 25 novembre 2001.

**LE GREFFIER,**

**LE JUGE DES LIBERTÉ ET DE LA DÉTENTION**

N.B. La présente ordonnance peut être frappée d'appel dans un délai de 10 jours à compter de la notification par déclaration au greffe du Tribunal Pour Enfants par le mineur placé, par son Avocat ou par son représentant légal.